

SOURCE: N/A
DATE: 8 MARS 2008
DURÉE: 26 MINUTES

ÉMISSION: COLLOQUE FRANCE-CANADA
HEURE: N/A

DISCOURS DE JEAN-PIERRE RAFFARIN

SÉN. MARCEL-PIERRE CLÉACH: Mesdames et messieurs les Parlementaires, mesdames et messieurs, c'est un redoutable privilège que de présenter et en quelques mots, m'a-t-il été précisé, Jean-Pierre Raffarin, Jean-Pierre Raffarin qui nous fait l'honneur de conclure cette première partie du Colloque consacrée à l'empreinte de la France au Canada après 400 ans, cette excellente initiative de mon honorable collègue, le sénateur Serge Joyal. Bien sûr sa naissance en Poitou-Charentes – je parle de celle de Jean-Pierre Raffarin (RIRES) – comme Champlain, son attachement ancien et constructif pour le Canada et le Québec sont connus et appréciés de tous, et en fait il faut juste le reconnaître comme Président du groupe d'amitié France-Québec du Sénat, nommé par Monsieur Jacques Chirac président du Comité de l'organisation français pour célébrer le 400^e anniversaire de la ville de Québec. Nous, les amis du Canada et du Québec, nous pouvions rêver meilleur choix. J'ai eu l'honneur d'accompagner le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin en voyage officiel, et j'ai pu apprécier au-delà des discours protocolaires et des cérémonies d'usage combien des Canadiens rendaient à Jean-Pierre Raffarin, souvent avec beaucoup d'émotion, l'affection qu'il porte à votre pays et à la Belle province. Sous sa houlette, cette année du 400^e anniversaire qui a débuté si bien ici à Paris

au Sénat, sera bien sûr un grand succès, mais elle marquera aussi un nouvel élan dans nos relations culturelles, économiques, et amicales.

Je dois aussi rappeler, et ce sera difficile en quelques mots, la belle carrière de notre hôte, carrière qui n'est pas seulement politique, puisque Jean-Pierre, après avoir fréquenté 14 ans après moi les amphithéâtres de droit d'Alsace, et en même temps que Michel Barnier, ceux de (inaudible) – vous m'interrompez, Monsieur le Premier ministre si je dis des bêtises – entrepris immédiatement une carrière professionnelle qu'il a poursuivie à l'international à la communication déjà et à la présidence active du Crédit immobilier de France Centre-Ouest, tout en marquant son intérêt pour la politique en fréquentant pendant quelques années un cabinet ministériel. Cet intérêt, d'origine génétique et familiale sans doute, le conduisit également et parallèlement à sa carrière privée, à intégrer le Parti républicain, dont il devint secrétaire national, puis l'UDF, dont il est rapidement nommé secrétaire général. Vous connaissez la suite de ce parcours, qu'il a amené à exercer aujourd'hui, les importantes et éminentes fonctions qu'il occupe à la direction du parti majoritaire. L'expérience de notre ami, son tempérament, son talent ont toujours été recherchés par ses pairs et il nourrira, il enrichira cette expérience en accomplissant la plupart des mandats politiques de notre système public, conseiller municipal, maire adjoint, président, conseil régional, parlementaire européen, ministre, sénateur, et bien sûr, que ce ne soit pas la dernière étape que je lui souhaite, Premier ministre de

six mai 2002. Nous lui devons les premières grandes réformes dont notre pays avait besoin, celle des retraites, celle de la décentralisation, celle de l'assurance-maladie, réformes qu'il conduisit avec fermeté, malgré une opinion publique beaucoup moins prête qu'elle ne l'est aujourd'hui à les accepter, opinion publique qui va d'ailleurs prendre le risque de nous couper de l'Europe lors du référendum du 29 mars 2005, épisode qui a sans doute contribué, à ma joie toute égoïste, de retrouver Jean-Pierre Raffarin au Sénat.

Car je voudrais aussi, au-delà de ce profil de bête de concours, vous parler de l'homme que nous aimons. Il a tout d'abord la très grande qualité d'être le mari d'Anne-Marie, dont la gentillesse et l'engagement enchantent tous ceux d'entre nous qui ont le bonheur de la connaître. (APPLAUDISSEMENTS) Et à laquelle nous pensons tout particulièrement, parce qu'elle est également en compétition dans la période électorale que nous vivons. Là aussi je crois, cette curiosité de l'autre, qui fait s'allumer le regard naturellement vif mais toujours perçant lorsque vous lui parlez, il s'intéresse vraiment aux problèmes de ses interlocuteurs. Il ne se préoccupe, ne le précipite pas, leur consacre du temps, ne leur sert pas la main en regardant sa montre, l'horloge murale ou l'horizon. Et puis il semble heureux de vivre, sensible à l'humour, auteur lui-même d'une quantité impressionnante de bons mots et de formules – ou devrais-je dire « raffarinales » – qui sont déjà passés à la postérité. Nous savons bien qu'il y a derrière cette bonhomie, cette chaleur des rapports

qu'il provoque tout naturellement, une personnalité intellectuelle en constant mouvement, en état d'analyse permanent, un animal politique, bien sûr, mais qui a délibérément laissé à d'autres la vanité de passer pour un grand fauve. Bref, nous sommes nombreux à aimer l'homme Raffarin, car si nous connaissons l'homme de devoir et de responsabilités, nous apprécions aussi l'homme de fidélité, de simplicité et de modestie auquel nous souhaitons au terme d'une ligne droite, mais à pente forte – pardonnez-moi ce petit clin d'œil Monsieur cher Jean-Pierre – un destin à la hauteur de son talent. Ce sont ces deux hommes là, mesdames et messieurs, que je vous invite maintenant à entendre. Voici Jean-Pierre Raffarin. (APPLAUDISSEMENTS)

SÉN. JEAN-PIERRE RAFFARIN (ancien Premier ministre de la France): Merci Monsieur le Président Cléach. Je vous ai écouté avec attention, mais je pensais à Pierre Brasseur. Un homme qui reçoit une gifle est un homme giflé. Un homme qui reçoit des hommages est un homme âgé. (RIRES, APPLAUDISSEMENTS) Donc je les prends avec prudence, même si je les sais exprimés avec amitié.

Madame le Juge en chef du Canada, Madame Clarkson, ancienne Gouverneure générale du Canada, Monsieur l'Ambassadeur, mesdames et messieurs les Parlementaires, mesdames et messieurs et distingués invités, chers amis, je suis très heureux de vous retrouver. Un mot particulier, si vous le voulez bien pour Madame Clarkson, puisque nous avons ensemble vécu ce

moment touchant et mouvant qu'était le 60^e anniversaire des débarquements en Normandie, et que vous étiez venue honorer le Centre canadien Juno pour libérer l'Europe et la France. Nous avons vécu ces grands moments, et pour moi ce sont des moments qui resteront toute ma vie très, très forts, et je voulais vous exprimer cette grande gratitude à travers votre engagement personnel, Madame, et aussi à travers ce peuple canadien auquel nous devons en grande partie notre liberté.

Je suis très heureux de saluer les parlementaires, Monsieur Joyal, qui a réussi à m'arracher d'un engagement la veille d'un scrutin électoral. (RIRES) Mais je l'ai fait quand-même un peu avec malice, parce que j'ai voulu lui montrer une petite supériorité de notre système politique sur le sien – c'est que nous, on connaît la date des élections. (RIRES) Ça nous permet de nous dire que finalement, la veille de l'élection, nous pouvons penser qu'il y a une petite pause que l'électorat est supposé réfléchir, pourvu qu'il réfléchisse dans le bon sens. Mais nous sommes, vous et moi, des grands démocrates et nous acceptons les décisions du peuple. J'apprécie beaucoup, chers collègues sénateurs, l'engagement que vous avez manifesté par l'organisation de ce colloque sur l'empreinte laissée par la France au Canada après 400 ans, et vous avez bien fait, je crois, d'organiser cela en demi-temps avec un match retour au Canada en novembre prochain. Il nous faut organiser en effet cette dialectique pour toujours approfondir ce que nous avons ensemble et surmonter les ambiguïtés de

la proximité, au fond, puisque nous avons tellement de proximités qu'on en oublie les différences, et que les unes et les autres valent la peine d'être approfondies.

La force des liens historiques entre nos deux pays, c'est évidemment d'abord une histoire commune, une histoire toujours vivante. Il y a quatre siècles, ce Poitou-Charentais célèbre, Samuel Champlain, suivait les traces de Jacques Cartier. Je l'imagine quand-même dans cet immense Atlantique, comment savoir que derrière cette embouchure, qu'est un océan, il y aura un jour un peuple? Comment s'engager dans ce fleuve-là en sachant qu'au bout on allait juste après Tadoussac et quelques baleines trouver les racines du peuple québécois? Et c'est d'emblée que Samuel de Champlain, s'engageant dans cette infinie, finalement, dont l'horizon est Québec et le Canada, finalement là il a rencontré les Premières nations, et ainsi posé la première pierre d'une société ouverte et tolérante. C'est déjà en soi un message moderne, même s'il date d'il y a quatre siècles. Et puis il a fondé cette ville de Québec, dont le monde entier célébrera le trois juillet l'anniversaire de sa fondation. La France y sera représentée par son Premier ministre François Fillon. Quand je vois tout ce chemin fait, on peut déjà mesurer que cette aventure a débouché sur ce qui est probablement une des grandes valeurs du 21^e siècle, cette idée de diversité, cette idée de société respectueuse, respectueuse des minorités, respectueuse de l'ensemble de ses traits culturels, y compris de ses langues. Cette diversité trouve

bien sûr son expression dans cette coexistence entre le français et l'anglais. Évidemment cette coexistence n'a pas toujours été simple. Consolez-vous, vous n'y êtes pour rien – c'est encore vrai aujourd'hui. Même si nous invitons Tony Blair dans le Congrès politique où il s'exprime en français au grand bonheur de nos concitoyens. Mais nous avons entendu récemment des paroles très, très fortes de Monsieur Stephen Harper, le Premier ministre canadien, qui a dit clairement: "Le Canada est né en français." Et ça, s'il l'avait dit à Québec, on aurait dit "bravo!" S'il l'avait dit à Montréal, on aurait dit "bravo, bravo!" À Ottawa, "bravo, bravo, bravo!" Mais il l'a dit en Océanie à l'occasion d'un voyage en Australie. (RIRES) Là-bas c'est plus difficile à dire. Et c'est plus courageux, c'est plus clair, c'est plus engageant, et nous sommes profondément reconnaissants. Je sais que le Président de la République française, Nicolas Sarkozy, lui a exprimé sa gratitude pour cet engagement, et je voulais ici le signaler.

Il est vrai que nos pays sont engagés avec détermination dans le combat pour la promotion du français, la promotion de la Francophonie, la Francophonie en Amérique du Nord, partout et puis naturellement au Canada, et également je pense aux amis québécois que je n'oublierai jamais. Je me souviens toujours. Mais je pense aussi à tous les autres, de Colombie-Britannique, du Yukon, de l'Alberta, du Manitoba et la communauté acadienne, venue aussi du Poitou, et toutes les provinces atlantiques qui, en portant une part

de la langue française, portent une part des valeurs que cette langue a pour mission de véhiculer. À travers la Francophonie, c'est aussi la diversité culturelle qu'ensemble nous défendons. C'est pourquoi la France a souhaité que sa contribution pour le 400^e anniversaire de la fondation de Québec et de la fondation du Canada, puisse s'inscrire dans le cadre de l'installation du Centre de la Francophonie pour les Amériques, créé par le gouvernement du Québec et pour lequel la France fait un don architectural. Cette aménagement, la France l'offre à la ville de Québec, à la nation québécoise au peuple canadien, et le dédie au respect des identités et des cultures. Nous sommes rassemblés autour des même valeurs, et c'est, je crois, ce qui est important, malgré nos différences géographiques, culturelles. Mais nous avons un certain nombre de valeurs en commun que nous devons sans cesse chercher à approfondir. C'est pour ça que la France sera engagée fortement pour le 400^e anniversaire. J'ai eu le bonheur d'être missionné par Jacques Chirac et par Nicolas Sarkozy sur ce sujet, et je suis heureux de voir que la France s'est mobilisée, les communes, les collectivités territoriales, les parlementaires. Je salue les parlementaires français qui sont ici présents, le député Monsieur Sélié et les sénateurs. Les sénateurs sont toujours plus nombreux, naturellement. Ça ne veut pas dire qu'un député égale quatre sénateurs, parce que je salue Madame Joëlle (inaudible), je salue Monsieur Ghéry, mon cher collègue, je salue Monsieur Ferand, Monsieur du Vernois, et Marcel-Pierre Cléach, mais je voudrais dire que tous les élus parlementaires,

mais aussi les élus locaux se sont manifestés, les présidents de régions, les présidents de départements, mais les présidents de communes pour participer à ce 400^e anniversaire, et notamment nous souvenir que nous n'avions pas été présents tellement au troisième centenaire. Il faut dire que là on avait voté la loi 1905. C'était mal vu à l'époque par un Québec assez catholique, et que là les Anglais, nos amis, avaient profité de la circonstance pour célébrer naturellement ces grandes festivités sur les Plaines d'Abraham. Eh bien, cette fois-ci pour le 400^e, sans esprit de revanche mais avec l'esprit d'amitié, nous allons être naturellement présents, présents avec nos forces économiques, nos forces culturelles, avec nos territoires, avec la République française.

Il y a plus d'une dizaine de ministres qui sont déjà engagés pour venir à cette occasion outre-Atlantique et je sais que nous participerons avec eux à plusieurs événements très importants, notamment sur le plan économique, avec ce grand rendez-vous mondial des PME, Futuralia, qui sera organisé conjointement, avec une manifestation importante sur les pôles de compétitivité, les pôles d'excellence menés avec nos amis canadiens. C'est, je crois, un élément très important. Ce sera du 19 au 22 mai. Je remercie toutes les entreprises qui se sont engagées dans cette dynamique. Je voudrais saluer le président de Bombardier, le président de (inaudible) qui, tous les deux, ont co-présidé cette mobilisation et puis dire combien nous sommes heureux que à côté de tout ce qu'il y a d'historique, de culturel, nous pensions aussi à l'économie, à l'avenir. À

l'occasion de ce 400^e, nous célébrons une histoire. Un boule de nostalgie, ça fait du bien, mais s'aimer, c'est surtout regarder ensemble dans la même direction (inaudible) et c'est pour ça que nous avons besoin de regarder cet avenir, que nous avons besoin de mettre nos (inaudible) aux pôles d'excellence, et tout ce qui concerne la qualité de notre développement économique en avant, et cette mobilisation est très importante. Je pense que cette mobilisation française pour le 400^e, elle sera aussi très européenne et internationale puisque le président Sarkozy se rendra au Canada à l'occasion donc du 400^e anniversaire, mais également à l'occasion du sommet mondial de la Francophonie qui aura lieu à Québec, et à l'occasion aussi d'un sommet bilatéral Canada-Europe, puisqu'il sera à ce moment-là le président de l'Union européenne. Et je crois que ce sera au mois d'octobre, également à un temps fort de cette amitié, à un temps fort où on célébra à la fois le passé, mais aussi où on pourra parler de l'avenir. On parlera beaucoup de cette Francophonie et des valeurs que la Francophonie porte. C'est-à-dire notamment, ces valeurs, je reviendrai un peu, de respect. C'est pour ça que nous serons un certain nombre de parlementaires à pouvoir nous exprimer, y compris sur TV5, pour bien dire que ce n'est pas parce que... (APPLAUDISSEMENTS) ce n'est pas parce qu'on donne plus d'argent qu'on ne doit pas partager. TV5 est un média très important, un média de partage et que chacun doit pouvoir s'exprimer, car quand on partage, on respecte, et donc je fais partie de ceux qui vont pousser cette idée. Monsieur le Président (inaudible) sait

qu'il peut compter sur moi. Ce n'est pas d'aujourd'hui. Il se trouve que là en plus, la cause est juste. (RIRES) Nous ferons en sorte qu'on puisse faire de ce grand sommet de la Francophonie un temps fort qui aussi – je salue Chantal Moréno, qui est commissaire du 400^e et qui travaille auprès du président Abdou Diouf. Ce sera aussi l'occasion avec nos amis américains, au sens canadien d'Amérique, de pouvoir aussi moderniser cet organisme, cette organisation qui a besoin aussi de vivre dans son siècle avec des méthodes modernes et nous comptons bien sur ce sommet de la Francophonie au Québec pour donner des perspectives nouvelles à ce qui reste une grande et juste cause.

La France et le Canada doivent faire face à des défis nouveaux, et notamment la communauté internationale a besoin de nos visions communes, notamment pour valoriser la diversité culturelle, et je pense que c'est un des points très importants aujourd'hui de l'équilibre du monde. On voit bien des forces émergentes, considérables, arrivées sur la planète avec une puissance qui inquiète. Je vois la montée de la Chine, par exemple. Alors que nous nous battons pour essayer d'obtenir deux pour cent de croissance, eux se battent pour essayer de ne pas dépasser les 10, et ils sont à 11. Et je vois bien qu'ils se battent avec leur 1,3 milliards de citoyens. Et quand ils sont d'accord avec les Indiens, ils pèsent tout de suite 2,5 milliards. Et quand vous faites l'équation de l'avenir, Europe plus Amérique égale Chine plus Inde, divisé par deux. C'est-à-dire qu'il faut multiplier par deux l'Amérique et l'Europe pour atteindre le chiffre de l'Inde

et la Chine. Alors quand on lit que le classement de Shanghai, ah, il ne tient pas compte de nos spécificités, ah oui, là bas nous en France on a des classes préparatoires et personne ne tient compte de nos classes préparatoires. Ah oui, mais il faut faire attention quand-même. Quand on est 60 millions derrière un classement et 2,5 milliards derrière un autre, faut quand-même faire attention. Celui qui a 2,5 milliards derrière lui, il a des chances d'exister dans le monde. De ce point de vue là d'ailleurs il y a de bons exemples à prendre, à McGill ou à (l'Université) Laval pour essayer d'aller prendre des bons exemples, et d'essayer de ne pas forcément réinventer des solutions quand déjà des pays amis les ont trouvées. Dans cette valeur de la diversité, je voudrai vous dire qu'au fond quand on parle de patrimoine et qu'est-ce que peut-être...quels sont les acquis au fond de cette amitié quatre fois centenaire maintenant du Canada et du Québec et de la France, je pense que c'est sans doute cette valeur du 20^e siècle qu'est celle de la diversité partout dans le monde. On voit l'aspiration...y compris nos amis chinois qui veulent la diversité culturelle et qui ne veulent pas d'un monde global avec une pensée unique, qui veulent un monde multipolaire. Et donc une organisation des diversités. C'est sans doute ce que nous avons en nos gènes qui peut être utile. Quand je vois que le Canada a la sagesse de confier au Québec son poste de représentant à l'UNESCO, je me dis voilà un peuple qui sait ce que c'est que l'unité et qui sait que c'est aussi que la diversité. Je pense qu'il y a là des forces, qui sont des forces très importantes. Il nous faut toujours conjuguer

l'unité et la diversité. On voit bien dans le monde aujourd'hui que la diversité, cette aspiration légitime des peuples, peut conduire à une balkanisation. On le voit au Kosovo, on le voit partout, et dans ce terrible conflit qui aujourd'hui est vraiment le centre de gravité de la difficulté du monde qu'est le conflit au Proche-Orient. On voit cette balkanisation à l'intérieur même du peuple palestinien, alors qu'on aurait besoin qu'il se rassemble pour pouvoir trouver avec lui des solutions. On voit bien que la diversité peut à un moment transformer la valeur qu'est celle de l'autonomie à un inconvénient qu'est celle de l'atomisation. Et on voit bien donc qu'il faut pouvoir toujours trouver ce que le peuple français a eu tant de mal à comprendre depuis la révolution française. C'est qu'il avait besoin de son état pour trouver son unité. Il avait besoin de grands projets, l'Union européenne, l'Union méditerranéenne pour pouvoir dépasser et surtout faire vivre ses diversités. Car on ne peut pas porter atteinte aux diversités. C'est la grande valeur du 21^e siècle. C'est la valeur que sera celle d'un monde qui refusera d'être global au sens pensée unique. On ne fera pas la paix par la domination des uns par les autres, mais par l'entente et par l'équilibre. Et au fond, ce qui peut aujourd'hui, peut-être, être au cœur même de cette amitié franco-canadienne, c'est cette éthique de la diversité qu'il faut inventer pour le 21^e siècle, une éthique qui est fondée sur la valeur du respect, car s'il n'y a pas le respect, le respect de la personne, le respect de l'autre, le respect justement de ces partenariats dont on parlait tout à l'heure, de faire en sorte que le respect soit la règle de tous ceux qui

pensent qu'un humanisme et la diversité peuvent être une solution à nos interrogations. Il faut ce respect, mais deuxième valeur, il faut la réciprocité. Car le respect n'est une valeur que s'il y a réciprocité, et derrière la réciprocité, il y a les équilibres qu'il nous faut trouver. Cette recherche permanente d'équilibre qu'il faut pouvoir présenter dans le monde. L'équilibre des forces, c'est cela qui nous amènera à la paix. L'équilibre des idées, recherche en permanence non pas la domination mais l'équilibre. Et puis respect-équilibre, cette troisième valeur de l'éthique de la diversité, qui est pour moi le dépassement. C'est cette force aujourd'hui qui apparaît dans un certain nombre de peuples qui vont chercher dans des grands projets des causes plus grandes qu'eux. Il n'y a qu'une façon de faire vivre la diversité, de la développer, de la promouvoir, de ne pas l'étouffer, de ne pas l'éteindre. C'est de construire des grands projets pour lesquels la diversité devient une force, et cette dimension supérieure qu'était le projet européen, qui est aujourd'hui le projet d'Union pour la Méditerranéenne, l'Union méditerranéenne poussé par le Président Sarkozy, ce sont ces projets-là qui peuvent faire vivre les diversités, et Dieu sait que dans le monde méditerranéen, nous savons ce qu'est la diversité. C'est cette capacité à aller chercher en nous des valeurs plus grandes que nous. Et c'est sans doute ce qu'il y a dans cette amitié canado-française, ou franco-canadienne, qu'il y a cette dimension de l'histoire, cette capacité de mesurer, que ce St-Laurent, qui est d'un côté un océan, de l'autre côté, une petite rivière, qu'il est capable lui-même de rassembler

de gens fondamentalement différents, Américains, Européens, mais qui ont en vue une chose, c'est d'être comme ces hommes politiques qui n'ont comme idéal que d'être finalement des Mozart, c'est-à-dire de mettre des notes qui sèment ensemble. Merci. (APPLAUDISSEMENTS)

SÉN. SERGE JOYAL: Monsieur Raffarin, Monsieur le Sénateur, Monsieur l'Ancien Premier ministre, vous me permettez tout d'abord de vous rappeler que je n'ai pas voulu vous tendre une embuscade en vous invitant à vous adresser à nous en clôture de ce colloque. Vous remarquez le nom de Champlain devant vous. Pensez-y. C'est une vieille tactique amérindienne qui consistait à attirer son adversaire sur son territoire pour ensuite évidemment l'encercler et tirer la corde du sac! Je n'étais pas seul dans cette opération. J'essais de me disculper, mais au moins de vous dire qu'elle était solidaire, elle était solidaire avec la complicité de la présidente de l'Association interparlementaire France-Canada, ma collègue Madame le Sénateur Bacon, et à un moindre degré parce que vous le côtoyez régulièrement, Monsieur le Sénateur Cléach, alors nous, Canadiens, devrions vraiment porter le blâme d'avoir bousculé votre horaire électoral. Alors nous vous sommes vraiment reconnaissants d'avoir pris le temps, quelques minutes pendant les dernières heures de cette campagne où Madame Raffarin elle-même est candidate, d'avoir bien voulu partager ces moments avec nous.

Vous me permettez d'abord, Monsieur le Premier ministre de rappeler, bien sûr, l'affection et l'amitié que le Canada a toujours eue à l'égard de la France, et cette amitié et cette affection, elle était rappelée il y a plus de 100 ans par un Premier ministre du Canada qui prenait la parole à Paris, et si vous me permettez, je vais rappeler ses propos, puisqu'ils me semblent tout à fait d'actualité. Le Premier ministre Wilfrid Laurier déclarait ceci: « Nous avons gardé au cœur le culte de la France, et nous avons pris notre part avec passion de toutes ses joies et de toutes ses douleurs, de ses douleurs plus encore que de ses joies. » Je vous rappelle que nous étions à la veille du premier conflit mondial, qui étaient presque prémonitoire dans son propos. Je vous rappelle, Monsieur le Premier ministre notre affection et notre amitié à l'égard de la France, parce que le premier devoir de reconnaissance que nous avons, nous l'avons à l'égard de la France qui pense. Nous l'avons d'abord à l'égard de Montaigne, un philosophe de la région dont mes ancêtres sont originaires, la Dordogne. Et Montaigne écrivait ceci, donc, à la veille des explorations de Champlain, et je le cite: « Il y a, enfermée dans une seule personne, toute l'humanité », prémonitoire des bases sur lesquelles nous voulons construire le prochain siècle. Il y a dans cette France qui pense, Pascal, qui nous a révélé les profondeurs de l'âme humaine. Il y a dans cette France qui pense, St-Exupéry, qui nous a proposé de regarder vers une étoile. Il y a dans cette France qui pense, Camus, qui nous a rappelé le devoir des Justes, et dont les récents présidents de la République ont honoré la mémoire

suite à ces actions héroïques de Français anonymes qui ont permis à des juifs en fuite de sauver leur vie. Nous avons aussi un devoir de reconnaissance à l'égard des Français qui inventent. Nous avons un devoir de mémoire à l'égard de Pasteur, qui m'a permis d'éviter, quand j'étais jeune, d'être contaminé par du lait avarié. Nous avons un devoir de mémoire à l'égard de Jean-Claude Cherman et du professeur Luc Montagnais, qui ont isolé le virus du SIDA, et qui ont permis les découvertes qui aujourd'hui nous font entrevoir un espoir pour la terrible maladie du présent siècle. Nous avons bien sûr un devoir de mémoire, et je regarde Madame la Juge en Chef, l'Honorable Beverly McLachlin, nous avons un devoir de mémoire à l'égard du Chancelier d'Aguesseau, qui a reconnu le principe de la séparation du judiciaire du pouvoir politique. Et nous avons bien sûr un devoir de mémoire à l'égard de Montesquieu, celui qui a défini le principe de la division du pouvoir, de la répartition du pouvoir entre différentes branches du gouvernement pour assurer l'équilibre et la démocratie. Bien sûr, nous avons un devoir de mémoire aussi à l'égard de la Résistance, et vous l'avez rappelé, Monsieur le Premier ministre, vous le savez bien sûr, un de nos conférenciers nous l'a rappelé hier, il y a plus de Canadiens de langue française inhumés en France qu'il y a de Français qui se sont établis et sont demeurés au Canada, et ils reposent ici avec trois fois plus de Canadiens de l'autre langue. Par conséquent, ce devoir de Résistance, il a été partagé également par tous les Canadiens, quelque soit leur langue d'origine. Et nous avons surtout un devoir de mémoire,

et vous l'avez bien rappelé, à l'égard de Jean Monnet, le père de l'Europe contemporaine.

Et voilà Monsieur le Premier ministre pourquoi nous croyons qu'à l'aube du prochain siècle, la France et le Canada ont un défi commun, et comme vous l'avez bien mentionné, lorsque la France et le Canada joignent leurs forces, ils accomplissent, ils peuvent définir les bases du siècle à venir. Vous l'avez rappelé, sans la France et le Canada et les efforts que le Québec y a déployé, cet accord international sur la diversité culturelle promue par l'UNESCO – et vous étiez Premier ministre à ce moment-là, et nous vous en sommes personnellement et collectivement reconnaissants – cet accord, ce traité international n'aurait pas vu le jour. Nous avons donc l'avenir devant nous et cet avenir, la France et le Canada en sont des partenaires indissociables. Vous le savez, vous l'avez évoqué dans vos propos, le défi économique est incontournable, et vous l'avez mentionné, le marché européen et le marché américain doivent définir les bases de leur collaboration future pour pouvoir survivre et en tirer les éléments essentiels de leur prospérité économique. Et c'est pourquoi le Canada développe et déploie des efforts particuliers pour assurer qu'avec la communauté, l'Union européenne, un traité de nouvelle génération puisse raffermir les liens économiques entre nos deux pays. Et c'est pourquoi cette mobilité des esprits dont vous aviez parlé dans votre présentation, cette mobilité des esprits est essentielle pour que nous puissions voir comment ces

obstacles qui empêchent les reconnaissances professionnelles entre les Québécois et les Français et les autres Canadiens puissent recevoir, en cette année 2008, une réponse qui corresponde aux capacités que nous avons de nous développer en commun.

Ce devoir également, Monsieur le Premier ministre, il comporte aussi bien sûr un défi environnemental. Et vous l'avez mentionné, et dans la pensée de tous nos invités aujourd'hui, ce défi est incontournable si nous voulons que cette planète non seulement vive dans le respect des diversités, mais puisse survivre également dans le contexte contemporain où le développement économique peut finalement asphyxier tout ce que nous aurions pu réaliser d'humanisme et de respect des autres. Enfin, Monsieur le Premier ministre, vous l'avez évoqué. Vous comprendrez que nous sommes un partenaire indissociable de la France dans la Francophonie, et tous les efforts que la France, le Canada et le Québec peuvent mettre pour renforcer les institutions de la Francophonie, en développer, en penser les autres institutions qui sont essentielles pour l'avenir, sont à faire si nous voulons garantir la préséance de la langue et de la culture d'expression française à travers le monde. Vous comprendrez donc Monsieur le Premier ministre, jusqu'à quel point notre présence pendant ces deux jours à Paris avait une valeur d'importance pour les années à venir que nous pouvons envisager avec optimisme, et je dois vous dire qu'après avoir entendu les professeurs du Québec, du Canada et les professeurs français, nous sommes à

zéro-zéro dans le match, nous sommes à égalité. (RIRES) Et comme vous l'avez souligné nous vous invitons, cette fois-ci, je ne crois pas qu'il y ait des élections à l'automne. Ce n'est pas un piège. Nous voulons vous exprimer, Monsieur le Premier ministre, notre invitation la plus chaleureuse pour venir clore, cette année, donc de commémoration du 400^e anniversaire des relations du Canada et de la France, et vous dire en terminant, Monsieur le Premier ministre, que c'est un privilège pour moi, au nom de mes collègues présents à Paris, de lever mon verre et... (APPLAUDISSEMENTS) et de vous dire, Monsieur le Premier ministre, vive la France, vive le Canada! (APPLAUDISSEMENTS)
